Fédération Nationale des Associations des Rééducateurs de l'Education Nationale

FNAREN

5 ème Forum des RASED – 6 décembre 2014

« Vers une école inclusive : quel(s) accompagnement(s) par les professionnels des RASED ? »

Présentation de l'intervention de Roland Gori par Maryse Charmet, Présidente de la FNAREN

Roland Gori, c'est avec un vif plaisir que je vous accueille à ce 5 ème forum des RASED.

Je pense ne pas me tromper en disant que vous êtes très sollicité et que votre agenda est bien rempli. Aussi, au nom de la FNAREN et de ses adhérents, je tiens à vous remercier sincèrement d'avoir fait le choix d'être à nos côtés aujourd'hui.

Roland Gori, vous êtes professeur (émérite) de psychopathologie clinique à l'université d'Aix Marseille et psychanalyste.

Depuis longtemps déjà votre voix est autorisée et écoutée :

Vous êtes élève de Didier Anzieu, votre directeur de thèse, et proche de René Kaës à qui vous avez succédé à l'université d'Aix Marseille. La parole et le langage ont une place essentielle dans votre écriture et votre enseignement. Vos travaux sont centrés sur et par le discours psychanalytique dans une référence freudienne.

Depuis les années 2000, votre réflexion, enracinée dans la référence à la psychanalyse, s'est engagée contre la médicalisation de l'existence et contre les ravages idéologiques que les logiques médico économiques et libérales produisent auprès des citoyens dont on nie le statut de sujet. Dans vos derniers ouvrages[1], vous

1 Gori R., 2014, *Faut-il renoncer à la liberté pour être heureux ?*, Les liens Qui Liberent

- Gori R., 2013, *La fabrique des imposteurs*. Les liens Qui Libèrent.
- Gori R., 2011, *La Dignité de penser.* Les Liens Qui Libèrent.
- Gori R., Abelhauser A., Sauret MJ, 2011, *La Folie Évaluation*: Le malaise social contemporain mis à nu. Mille et une nuits
- Gori R., 2010, *De quoi la psychanalyse est-elle le nom ?*. Paris: Denoël.

dénoncez la tyrannie de la norme, nouvel instrument d'asservissement indispensable à la mécanique du marché et rappelez avec force que l'homme n'est pas un objet, une marchandise qui se négocie, mais un individu pensant (sujet), singulier, y compris au sein d'une collectivité.

En décembre 2008, vous lancez, avec Stefan Chedri, un appel qui « dénonce ce phénomène idéologique et de convergence de méthodes qui vise à araser l'humain au profit des logiques comptables et marchandes ». Un appel à l'insurrection des consciences qui invite les professionnels du soin comme de la justice, de l'enseignement ou de la culture à se rassembler pour mieux réagir face à cette normalisation et à cette évaluation systématique des pratiques de chacun. Fort de ses presque 90 000 signatures dont celle de la FNAREN qui comptait parmi les premiers soutiens de ce mouvement en janvier 2009 (avec la FNAME et l'AFPEN), cet appel est maintenant structuré au sein de l'association l'Appel des Appels dont vous êtes l'actuel président.

Depuis plus de 5 ans, les occasions de développer les liens créés entre nos mouvements et associations ont été nombreuses. Si la FNAREN a participé à la plupart des journées de travail organisées par l'Appel des appels, en juin 2009 vous interveniez déjà en ouverture de notre congrès national de St Etienne. (Propos sur la normalisation par l'expertise qui questionnait la façon dont nous sommes ainsi « placés »).

Vous êtes également parmi les premiers à avoir donné votre signature de soutien à la Charte de notre comité scientifique pour une école humaniste.

Votre présence à ce forum s'inscrit donc dans le prolongement de cette réflexion et de ces engagements communs qui visent tous un même but : remettre l'humain au cœur de la société. Et aujourd'hui, c'est de son école dont il s'agit…

Roland Gori, les professionnels des RASED et plus particulièrement les rééducateurs restent très inquiets quant à l'avenir de leurs métiers et de leur pratique, dans cette école dite inclusive, bien que la loi de juillet 2013 (et la circulaire d'août 2014) ait reconnu et dise vouloir renforcer leurs missions..

Si vous le voulez bien, je propose de donner quelques éléments à partir de constats que nous faisons aujourd'hui de la mise en œuvre effective de cette école depuis notre place de rééducateurs en RASED. Votre propos pourra ensuite les éclairer autrement et nous aider à dégager les grandes lignes de force du discours de l'inclusion scolaire pour mieux les comprendre et mieux agir ensuite.

Première chose dont je tiens à témoigner, en tant que présidente de la FNAREN: si cette conception de l'éducation inclusive portée depuis plusieurs années par les orientations européennes bénéficie du consensus large de la plupart des responsables du monde éducatif, il n'est pas forcément évident de la questionner, de la mettre au débat. On risque de se voir répondre comme il me l'a été dit : « mais vous n'êtes tout

de même pas contre l'école inclusive, l'école pour tous… ».

Pourtant, ce discours humaniste de l'école inclusive ne correspond pas aux développements qui sont mis en place en son nom dans la réalité :

Quels constats faisons-nous des moyens avec lesquels cette école répond à la scolarisation de tous ?

Il existe des procédures « prêtes à l'emploi » (démarches auprès de la MDPH, bilan, diagnostic, protocoles, reconnaissance de handicap, attribution d'AESH-la nouvelle appellation des AVS,..) de plus en plus privilégiées au détriment des réponses proposées dans le cadre des aides spécialisées des RASED, qui, elles ne sont pas « prêtes à consommer » et supposent un engagement professionnel fort.

Pourquoi, qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui, dans l'école, ces procédures soient privilégiées au détriment de tout ce travail de la relation d'aide des RASED ? Au détriment de la temporalité ? Au détriment d'une réflexion commune approfondie ? Au détriment du respect de l'enfant et de sa famille ? Au détriment des démarches de prévention « prévenante » favorisant le développement des ressources d'adaptation des enfants et de celles de l'école. ?

Ces réponses procédurales, « toutes faites » entrainent une externalisation de la prise en charge des difficultés scolaires. Cette dérive a pour conséquence de mettre la focale sur l'enfant. C'est lui, (son corps, sa famille) qui est défaillant. Comme s'il lui manquait quelque chose que l'école ne peut pas lui apporter. La difficulté devient pathologique et vire au trouble. (Cette vulgarisation du mot « trouble » est d'ailleurs sacrément troublante..). Face à cette « épidémie de handicap » que devient le handicap ?

Autre conséquence de cette évolution : l'école, ainsi, se déresponsabilise. On « compense » mais on ne pense plus : ses acteurs ont, de fait, de moins en moins recours à l'analyse réflexive pour penser ces situations. Un tel glissement entraîne des modifications profondes au niveau des métiers. (On voit apparaître ces changements dans les nouvelles formations). A quelle place l'école dite inclusive semble-t-elle vouloir mettre ses professionnels ?

Voilà bien des raisons d'être inquiets ! : Cette école inclusive ne serait-elle pas, aujourd'hui, une « vitrine humaniste » de la scolarisation de tous qui fait écran à la destruction de la culture de la relation d'aide des RASED ? Ne masque-t-elle pas une entreprise de normalisation accrue agissant dans la réalité de l'institution en termes de disparition de postes (on ne supprime plus mais on ne crée plus de postes, on ne forme plus ou si peu) ; de modification de langage (cf. BEP, TED, THADA…) ….?

Alors : Ecole inclusive, école humaniste : choc des cultures ? Normer ou prendre soin ?

Roland Gori, c'est à vous…

« Ecole inclusive, le choc des cultures : Normer ou prendre soin ?

Merci Maryse de votre présentation, merci à la FNAREN pour cette occasion de renouer encore un peu plus les liens entre le collectif l'Appel des Appels et votre Fédération qui a été dès le départ partie prenante du mouvement que nous avons initié avec Stéphane Chédri. Je disais un petit peu sur le parvis de ce colloque tout à l'heure, à Francis et à Maryse, que ce qui me paraît épouvantable, c'est que cinq ans plus tard, nous avons l'impression que nous en sommes à peu près au même point et peut-être en pire puisque c'est beaucoup plus insidieux, que ça a essaimé dans le tissu social et éducatif. Alors j'ai convenu avec Maryse, lors de la préparation de cette journée, non pas de vous faire la lecture d'un texte comme on le fait traditionnellement dans un exposé, mais de prendre le risque de rebondir sur quelques-unes de vos questions ; je suis en train de rédiger, peut-être, le texte que je vous présenterai ce matin.

Une des grandes questions qui a déjà été évoquée dans cette introduction c'est de quoi l'inclusion est-elle le nom ? On pourrait prendre cette forme-là. « De quoi Sarkozy est-il le nom ? » Ça c'est du Badiou, sauf que Badiou l'avait déjà emprunté à Nietzsche qui écrivait de quoi le christianisme est-il le nom ? Effectivement aujourd'hui dans notre société, l'inclusion pourrait tout à fait être le nom d'une espèce de séquestration généralisée des individus et des populations. Au nom de l'humanisme, au nom de l'égalité des chances, au nom de l'utilitarisme, on pourrait aboutir à quelque chose de l'ordre d'une surveillance généralisée des individus et des populations, pour leur bien, et parce que justement on ne peut pas laisser des gens au bord de la route.

J'ai lu avant de venir votre revue Envie d'Ecole, et notamment le dossier 80, et ça été rappelé tout à l'heure (la formule est de Bourdieu), on peut aboutir aux « exclus de l'intérieur ». On peut aboutir aux exclus de l'intérieur en mettant tout le monde à l'intérieur et tout le monde paradoxalement a position d'être exclu, mais exclu de quoi ? Exclu de sa singularité, exclu de sa concrétude, exclu de son histoire, exclu de sa parole, et c'est là où on touche un point extrêmement délicat. Bourdieu avait employé cette formule « les exclus de l'intérieur » à propos des enfants relégués dans les filières d'enseignements mais finalement aujourd'hui, on peut se demander dans quelle mesure cette formule n'est pas applicable à l'ensemble des secteurs de notre existence.

L'étymologie est impitoyable et « les mots savent de nous ce que nous ignorons d'eux », comme le disait déjà René Char[2], et si effectivement inclusion s'oppose à exclusion, il n'empêche que le mot draine avec lui quelque chose de l'ordre d'un enfermement. Ça dérive d'un terme latin « inclusio » qui signifie la prison, l'enfermement, le cloitre. Si la loi de refondation de l'école de la République de juillet 2013 promulgue l'inclusion scolaire, c'est bien contre les discriminations, en reconnaissant le handicap, pour l'égalité des chances. Il n'empêche que selon le dispositif qui sera mis en place, dispositif au sens matériel comme au sens symbolique, les conditions formelles de l'acte déterminant sa substance, on aboutira effectivement à une normalisation, un contrôle général des populations ou bien à la prise en charge thérapeutique des individus. C'est pas du tout la même chose et c'est peut-être de cela dont on pourrait être aujourd'hui invités à parler.

La question de l'inclusion scolaire, de l'école inclusive implique aussi toute une conception de l'école, laquelle révèle la conception du citoyen, de l'individu et la fabrique, d'une certaine manière, du sujet et de la machine de gouvernement pour le piloter.

J'ai pensé aussi en venant à quelques phrases de Jaurès à propos de l'école et qui me semblent éclairer cette question de l'école inclusive, dans le sens de savoir : inclu pour quoi faire ? Inclu avec qui et pour quoi faire ? Et inclu comment ?
Dans une conférence de Jaurès de 1910 « Pour La laïque[3]», il interpelle ses collègues : « Messieurs on n'enseigne pas ce que l'on veut, je dirais que l'on n'enseigne pas ce que l'on sait ou ce que l'on croit savoir. On n'enseigne et l'on ne peut enseigner que ce que l'on est. J'accepte une parole qui a été dite tout à l'heure, qui disait que l'éducation est en ce sens une génération ». Alors normalisation ou génération ? Il poursuit : « la démocratie est un acte de confiance et un acte d'audace ». Les protocoles et les modes d'emploi, est-ce que c'est du côté de la confiance, du côté de l'audace, où est-ce du côté du langage de machine ? Et finalement, ce à quoi nous devons nous identifier, c'est à des réparateurs de machines défaillantes. Poursuivant son discours, Jaurès dit : « Proclamer que toute personne humaine a un droit, c'est s'engager à la mettre en état d'exercer ce droit par la croissance de la pensée, par la diffusion des Lumières, par l'ensemble des garanties réelles sociales que vous devez à tout être humain si vous voulez qu'il soit en fait ce qu'il est en vocation, une personne libre ».

Qu'est-ce que ça veut dire l'école inclusive si on ne dit pas pourquoi, comment on inclut ? Le risque majeur aujourd'hui, on le voit, c'est comment l'expertise psychologique, l'expertise médicale sont du côté de dispositifs sécuritaires qui captent les conduites, les modèlent, les façonnent finalement, pour quelque chose

2 Poète et résistant français, 1907-1988
3 Discours de Jean Jaurès, prononcé les 10 et 24 Janvier 1910 à la Chambre des Députés.

du côté d'une technologie de l'anomalie. Je voudrais rappeler ce que disait Michel Foucault[4], dans son cours « Les anormaux » de 1974/1975, quand il parlait de l'expertise psychiatrique. L'expertise psychiatrique aujourd'hui (et c'est à peu près vrai pour n'importe qu'elle expertise : expertise psychologique, pédagogique et autre) procède d'un recueil d'informations en vue de déterminer le profil d'un individu. C'est-à-dire quelque chose du côté d'une technologie actuarielle**.** Foucault disait que « l'expertise psychiatrique constitue un apport de connaissances égal à zéro. C'est vrai, mais ce n'est pas important ». Et ce n'est pas rien de dire cela. « L'essentiel de son rôle est de légitimer dans la forme de nos connaissances scientifiques, l'extension du pouvoir de punir à autre chose que l'infraction ». Il poursuit : « il s'agit donc dans l'expertise de retracer la série de ce que l'on pourrait appeler les fautes sans infraction, ou encore les défauts sans inégalité . Montrer comment l'individu ressemblait déjà à son crime avant de l'avoir commis ». C'est à ça que nous avons à faire aujourd'hui, un repérage de plus en plus systématique, féroce et précoce de troubles du comportement, la fabrique d'un individu à risque au sein duquel pourrait émerger une catastrophe. On n'est pas dans le sens d'une répression, on est dans le sens d'une espèce de surveillance sécuritaire où l'on amène l'individu à essayer de repérer les signaux qui, en lui, pourraient avertir de l'émergence de comportements indésirables. On n'est pas du côté de la création, on n'est pas du côté du jeu, pas du côté de la génération, on n'est même pas du côté de la connaissance. Nous sommes aujourd'hui dans quelque chose qui est du côté d'une société de l'information. Une société de l'information ça n'a strictement rien à voir avec une société de la parole et de la connaissance. L'information n'a de valeur qu'au moment où elle émerge, n'a de valeur qu'au moment où elle est nouvelle.

Je reprends encore Foucault, « c'est à l'individu dangereux, c'est-à-dire ni exactement malade, ni à proprement parler criminel que s'adresse cet ensemble institutionnel de l'expertise ». Le danger c'est que nous devenions des contrôleurs de gestion de l'intime, dans différents dispositifs, que ce soit des dispositifs pédagogiques, des dispositifs médicaux, des dispositifs psychologiques, des dispositifs sociaux. Nous sommes transformés en contrôleur de gestion de l'intime, mais quand je dis intime, ce n'est même plus ça, nous sommes transformés, aujourd'hui, en contrôleurs de gestion de comportements, de comportements qui sont évalués en tant que lieux potentiels d'émergence de catastrophe. Et où l'individu n'est pas capté dans sa singularité, dans le rapport qu'il peut entretenir à sa parole ou son histoire, histoire singulière comme histoire collective. Mais davantage considéré comme un segment de population statistique.

4 Philosophe français dont le travail porte sur les rapports entre pouvoir et savoir (1926-1984).

On peut se demander, aujourd'hui, si au nom de valeurs pseudo humanistes, un certain nombre de dispositifs ne font pas qu'accroitre ce pouvoir de normalisation des conduites qui s'installe au moment où surgit une crise de l'autorité. On va prendre deux exemples concrets dans le champ qui est le mien, c'est-à-dire celui de la psychopathologie, de la psychologie clinique, de la psychiatrie. Pour bien comprendre que c'est du côté des procédures, du côté des protocoles, des modes d'emploi que l'on est incité à mettre en place nos actes professionnels.

Premier exemple, le diagnostic psychiatrique est sujet à caution et il y a eu dans les années 1970, notamment aux Etats Unis mais aussi en Europe une espèce de crise de l'autorité clinique. On s'est aperçu qu' on ne pouvait même pas constituer des populations homogènes de patients sur lesquelles essayer des traitements, molécules et autres, dans la mesure où les psychiatres n'étaient pas d'accord avec les diagnostics qu'ils pouvaient poser : schizophrènes pour les uns, hystériques pour les autres, ou encore psychose chronique, on était face à l' impossibilité d' un consensus, l'impossibilité de s'entendre. Le terme « consensuel » est important parce qu'il constitue aujourd'hui une des mamelles du gouvernement : obtenir le consensus. Mais consensus ne dit pas justice et ne dit pas vérité, ce n'est pas équivalent. Dans la mesure où l'on n'arrivait pas à obtenir un consensus, un accord inter-juges, un accord inter-experts au niveau des définitions psychiatriques, on était dans une crise de l'autorité clinique (du point de vue de l'essai de médicaments, du point de vue des compagnies d'assurances, du point de vue des tribunaux, du point de vue de la politique des populations). Il y a eu tout un mouvement qui a mis en cause cette autorité du psychiatre, du psychologue pour établir des diagnostics, et qui a abouti entre 1967 et 1980 à ce que deux équipes, notamment issues d'universités américaines, mettent en place ce que vous connaissez, c'est-à-dire le DSM III, la troisième version du manuel des statistiques des troubles mentaux. En gros on avait un problème, on n'arrivait pas à s'entendre pour définir des critères permettant de placer un individu ou un sujet dans une case d'un diagnostic psychiatrique. On n'avait même pas de critères pour définir le paysage légitime des souffrances psychiques et sociales, ce à quoi a à faire la psychiatrie. Alors qu'est-ce qu'on a fait ? On a mis en place une espèce de traitement automatique d'informations qui s'appelle le DSM III, qui a d'ailleurs accru considérablement le nombre de troubles du comportement puisqu'on est passé d'une centaine de troubles du comportement (1952, première version du DSM), à près de 400 (1994). Non pas par un souci beaucoup plus fin de sémiologie médicale ou de sémiologie psychologique, pas du tout, mais parce qu' on a étendu le champ de la pathologie. Comment on a procédé pour aboutir aux différentes versions du DSM ? On a établi des critères standardisés, des protocoles comme manière de conduire un entretien pour aboutir à ce que finalement un individu soit classé en fonction d'un certain nombre d'items, une configuration de segments de comportements.

Concrètement, par exemple, on va retenir un trouble du comportement, la syllogomanie, dans le DSM V en 2013, c'est-à-dire la compulsion à accumuler des objets inutiles avec un vote des experts considérant que c'est pathologique d'accumuler des objets inutiles. Sans se demander si ce diagnostic est valide, s'il correspond à une réalité clinique, sans considérer le facteur culturel qui peut venir saturer un tel diagnostic. C'est bien dans une société de l'obsolescence programmée, qu'on va considérer qu'accumuler des objets est inutile. De la même manière, qu'est ce qui fait que l'on va beaucoup parler aujourd'hui d'addictions dans une société marchande très fétichisée ? On pourrait multiplier les exemples. Qu'est-ce qui fait que l'on en est aujourd'hui à considérer que le trouble de l'attention et de l'hyper activité ça fait florès, avec un sur-diagnostic considérable ? Il n'y a pas longtemps, une équipe a montré qu'il y avait une tendance à sur-diagnostiquer ce trouble et il y a eu une expérience intéressante qui a mis en évidence que la tendance au sur-diagnostic de ce trouble de l'attention et de l'hyper activité était due la plupart du temps à deux variables : le sexe de l'enfant, (si c'est un garçon il a plus de chance d'être sur-diagnostiqué trouble de l'hyper activité que si c'est une fille) et le sexe de la personne qui diagnostique (les hommes ont plus tendance à le sur-diagnostiquer que les femmes).

Ce que j'essaie de vous dire, et ça a un rapport avec la question de l'école inclusive, c'est que cette protocolarisation, cette normalisation, cette manière procédurale de fonctionner aboutit à essayer de nous mettre d'accord, mais sans savoir si l'accord que nous avons obtenu est juste, est vrai, est valide. Aujourd'hui, on voit bien comment les protocoles et les procédures nous obligent à nous accorder, nous obligent à être d'accord avec la masse compacte, comme disait Freud. Mais ça ne veut pas dire que cet accord a une quelconque valeur de justice, une quelconque valeur de vérité. Il aboutit à l'effacement de la singularité, aussi bien du sujet que de celui qui juge. Et si vous prenez par exemple le DSM, Robert Spitzer, qui est un des grands fabricants de ce DSM III, avait élaboré un diagnostic par ordinateur, une sorte de « logiciel-diagno », où déjà dans les années 1960/1970 en rentrant un certain nombre d'informations dans la machine, celle-ci donnait le diagnostic. Ce qui a abouti à un article de Robert Spitzer en 1983 « Les cliniciens sont-ils encore nécessaires ? ». Vous rentrez des informations dans l'ordinateur, il vous recrache un diagnostic, demain il vous donnera les prescriptions, et à partir de ce moment-là ça coûte beaucoup moins cher, c'est beaucoup plus rapide et en apparence c'est beaucoup plus sûr. C'est sans doute une fausse sécurité, bien sûr ! La machine ne va pas être en désaccord avec elle-même. Donc si on procède de la même manière dans l'entretien, si on sort les informations, c'est la différence entre information et parole, ce n'est pas pareil, il y a de grandes chances pour que vous puissiez constituer des populations beaucoup plus homogènes sur lesquelles vous allez essayer des molécules chimiques. C'est le

problème majeur aujourd'hui, qui est un problème plus général au niveau de la société.

Deuxième exemple rapide, qui va dans le même sens, qui nous pend au nez en Europe, et qui est déjà bien installé en Amérique du Nord, c'est la psychiatrie actuarielle. Qu'est-ce que c'est la psychiatrie actuarielle ? C'est une psychiatrie qui a constaté que les expertises psychologiques et médicales concernant la dangerosité de malades mentaux, la dangerosité de délinquants, ces expertises psychiatriques et psychologiques deux fois sur trois donnaient des faux positifs et des faux négatifs. Là encore on n'est pas loin de l'école, vous allez comprendre pourquoi. Là encore, crise de l'autorité (crise de l'autorité, c'est au centre de l'école). Crise de l'autorité clinique, c'est-à-dire qu'en gros, il ne faut pas se fier à l'entretien psychologique ni même aux techniques psychométriques. On ne peut pas se fier au bilan psychologique pour déterminer s'il y a une dangerosité d'un patient, et du coup prendre des mesures de surveillance accrue, ou de privation de liberté, etc. Ça vient de la gauche canadienne, ça ne vient pas de l'extrême droite. Démarches auprès des cours d'appel des protections des libertés, il faut résoudre ce problème de l'autorité. C'est le problème politique d'aujourd'hui, c'est le problème social d'aujourd'hui, c'est le problème culturel d'aujourd'hui : une crise de l'autorité. C'est pour ça que les mouvements les plus réactionnaires, les plus conservateurs ont un bon fonds de commerce, parce qu'ils n'ont strictement rien à faire, ils n'ont qu'à accompagner cette crise de l'autorité pour promouvoir des dispositifs autoritaires et sécuritaires, ce qui n'est pas la même chose que l'autorité.

Face à cette crise de l'autorité clinique, on va faire un truc extraordinaire, on va procéder de la même manière que les compagnies d'assurances quand elles veulent établir votre prime d'assurance vie. Vous êtes plus jeune que moi, vous êtes en meilleure santé que moi, vous menez une vie moins dissolue que moi, votre prime d'assurance va être définie de manière actuarielle sur les risques que prend la compagnie quand elle vous assure contre les accidents, la maladie, la mort. Elle va donc définir un profil actuariel, c'est-à-dire considérer tout individu comme un segment de population statistique qui détermine la probabilité de voir émerger une maladie ou de voir émerger sa mort. On fait pareil aujourd'hui avec la psychiatrie, avec les patients. On va déterminer, c'est ça la psychiatrie actuarielle et c'est très à la mode, le profil statistique d'un individu pour essayer de construire le dispositif de surveillance ou de soins (de soins c'est une façon de parler), afin d'éviter l'émergence d'une récidive.

C'est très insidieux et c'est là où il faut se méfier des termes, c'est là qu'il faut être attentif et déconstruire le langage. L'idée c'est d'éviter des faux diagnostics,

d'éviter de pénaliser des individus, protéger la société et avoir une définition utilitaire du diagnostic. Et sur quoi va reposer ce diagnostic, eh bien par exemple le début du trouble, le début de la délinquance. C'est par exemple l'usage de drogues ou d'alcool, le fait d'être marié ou célibataire, le fait d'avoir agressé des personnes vulnérables, l'absentéisme scolaire, etc. Il y a tout un ensemble d'items comparables à ce que vous pouvez remplir quand vous allez contracter une assurance. Et à partir de ce moment-là on détermine la configuration des comportements qui ont été les vôtres avant et qui déterminent, prédisent des comportements qui pourront être les vôtres dans le futur. Et ce point est très essentiel. Vous avez là quelque chose qui donne une allure objective au diagnostic parce qu'il est déterminé formellement à partir d'un cliché radiologique des comportements qui ont été les vôtres dans le passé et qui permettent de prédire vos comportements dans le futur. Réfléchissons à cela, car c'est le problème majeur aujourd'hui : ça veut dire que, encore une fois, l'homme est traité comme un produit financier. L'ancien président de la République disait, vous vous en souvenez, que l'homme n'est pas une marchandise, et il ajoutait « comme les autres ». Là en gros, le pas est franchi puisqu'en quelque sorte l'analyse psychologique du comportement d'un sujet dans sa singularité est effacée au profit de la détermination de son comportement à venir comme étant le reflet de ses comportements passés. Mais au niveau de l'école, c'est pour cela que je vous ai cité Jaurès tout à l'heure, au niveau du soin, ça veut dire que nous avons définitivement renoncé à pouvoir changer quelque chose d'un individu. C'est-à-dire que nous entrons dans l'avenir à reculons, en considérant qu'un individu ne peut pas être autre chose que le reflet de ses comportements passés. Ça veut dire que nous avons renoncé à la pédagogie, nous avons renoncé au soin, nous avons même renoncé à considérer que la sanction doit avoir un caractère rédempteur par rapport à la faute. Ça veut dire à partir de ce moment-là que la démocratie n'est plus rien d'autre qu'une administration de l'homme comme des choses, c'est-à-dire une administration comptable, une administration gestionnaire. Et là vous faites un pas de plus et vous avez compris qu'en gros, aujourd'hui, on vous demande d'introduire dans votre acte professionnel ces critères de gestion et de pensée comptables.

Le danger majeur c'est d'oublier cette recommandation du médecin-philosophe résistant Georges Canguilhem, qui disait « la raison est régulière comme un comptable mais la vie anarchique comme un artiste ». On voit bien que le gouvernement actuel n'a malheureusement pas changé le logiciel par rapport au précédent, il est plus sympathique mais ce n'est pas la question, il a le même logiciel, c'est-à-dire qu'il place l'individu sous une curatelle technico-financière. Nous n'arrivons pas, c'est la grande crise sociale, culturelle et politique actuelle, à avoir une autre vision du monde. Or il faut bien se dire qu'il y a une vision du monde dans n'importe quel acte professionnel et une machine philosophique dans n'importe quel acte professionnel, et selon les dispositifs qui viennent normer l'acte professionnel, il y a une vision du monde qui

s'impose. On est toujours dans une vision du monde qui peut très bien parler de liberté, d'égalité, d'inclusion, de prise en charge du handicap, etc. mais ce n'est pas le problème, on est dans une vision du monde purement utilitariste. Quand je vous ai cité Jaurès tout à l'heure, on n'est pas dans un acte de confiance, dans l'audace, on n'est pas dans la création, on est dans quelque chose qui est de l'ordre d'une normation technicienne des comportements. Et ces normes techniques de comportements, il ne faut pas croire que ce sont des normes techniques qui deviennent extérieures à l'individu, parce que d'une certaine manière, la censure ne porte pas sur les contenus des discours, elle ne porte pas sur une censure des contenus de pensée, elle porte en quelque sorte sur des procédures qui conditionnent formellement la possibilité de fabriquer certaines pensées ou de fabriquer certains comportements. La censure aujourd'hui ce n'est plus le contenu des discours, mais les conditions de production, les conditions d'énonciation des discours.

C'est toute la question de l'évaluation. Aujourd'hui, l'évaluation est une imposture, l'évaluation doit être quantitative, procédurale, formelle. La valeur n'est rien d'autre que ce qui est soluble dans la pensée des affaires et la pensée du droit, que j'appelle la rationalité pratico-formelle. N'a de valeur aujourd'hui, n'est visible aujourd'hui, que ce qui peut être transformé en marchandise, en spectacle, ou s'avérer conforme aux procédures. On n'est pas du tout du côté de la valeur. Chez les Républicains de la démocratie athénienne, une conception de la valeur comme cela, ça n'aurait pas marché. La valeur, même dans l'aristocratie ça ne pouvait pas être cela. La valeur dans la République ça ne pouvait pas être ça. Ce n'est pas du côté de la vertu.

Le fait de chercher à ce que tout le monde soit d'accord est une forme dégénérée de démocratie. C'est une démocratie d'opinion et d'expertise. Le propre de la démocratie ce n'est pas du tout que l'on soit d'accord, ce n'est pas du côté d'éviter le risque. Ce sont des dispositifs à prévenir les facteurs de risques pour qu'il n'y ait pas de conflit. Ce n'est pas ça une démocratie, c'est une société de dressage, c'est une société de la norme qui dégénère en société animale. Qu'est-ce que c'est l'horizon de la société de la norme ? c'est la société animale où chaque individu n'est plus qu'une pièce détachée de l'espèce en vue d'une production collective, chaque individu est réduit à une fonction. L'avenir pour nous est simple, soit c'est la machine, soit c'est l'animal, vous n'avez pas le choix ! C'est là où vous voyez bien qu'il y a un effacement de la spécificité du langage humain par rapport au langage animal, conçu comme une configuration de signaux en vue d'actions précises et de fonctions instrumentales. Et on comprend pourquoi la psychanalyse étant une des dernières formes narratives de la vérité, est aujourd'hui décriée, et pas uniquement la psychanalyse. Parce que, dans une société où ce qui compte c'est une information conçue comme un ensemble de signaux en vue de produire des effets d'interactions immédiats, la psychanalyse, ayant le sens du récit, se trouve mise en cause.

Souvenez-vous de ce texte de 1936 de Walter Benjamin[5], « Le narrateur » ou « Le conteur », selon les traductions, où Benjamin dit qu'aujourd'hui nous ne savons plus raconter une histoire, aujourd'hui nous ne savons plus échanger des expériences, aujourd'hui nous ne savons plus partager le sensible, or la démocratie ce n'est rien d'autre que le partage du sensible dans un espace distribué de la parole. D'où ça vient, dit Benjamin ? Eh bien ça vient du fait que que « le cours de l'expérience a chuté et qu'il sombre indéfiniment ». La phrase est merveilleuse. De quoi on parle ? De l'expérience clinique. De l'expérience pédagogique . On parle de l'expérience de la vie : « le cours de l'expérience a chuté et il sombre indéfiniment ». Et qu'est-ce que nous avons à la place ? Face à une crise, c'est le langage de la machine, c'est le langage des automatismes, c'est le langage des instruments, c'est le langage de la technique. L'instrument c'est quoi ? L'automatisme c'est quoi ? Ce sont des décisions déjà programmées à l'avance. Donc vous n'avez pas à penser. Et souvenez-vous de ce travail remarquable de Lyotard[6]. Il évoquait que dans l'avenir (on est en 1979/ 1980), tout ce qui du savoir ne sera pas traduisible en langage de machine perdra de sa valeur. Lisbonne[7] et compagnie, c'est ça ! L'économie de la connaissance, c'est ça ! Ce qui se passe aujourd'hui dans l'enseignement supérieur et à l'école, c'est ça. Tout ce qui n'est pas traduisible en langage de machine n'a pas de place, ça n'a pas de place, ce n'est pas visible, ça n'a pas de valeur. C'est de ça dont je vous parle depuis tout à l'heure. Lyotard avait cette phrase extraordinaire: « dans un univers où le succès est de gagner du temps, penser n'a qu'un défaut, mais incorrigible : d'en faire perdre ».

Mais aujourd'hui, pourquoi on se plie aux procédures, aux protocoles, aux modes d'emplois, à toutes ces saloperies-là, il faut le dire, qui sont des manières de ne pas penser, qui nous exonèrent de la nécessité d'avoir à réfléchir, de se servir de la raison critique et d'une réflexion morale ? Parce qu'on travaille à flux tendu, avec des moyens matériels de plus en plus misérables et avec des dispositifs incitatifs à procéder de telle ou telle manière, c'est-à-dire à limiter notre capital symbolique. Et là vous voyez bien comment la technicisation de la relation porte un coup fatal à la pédagogie, au soin, à la relation sociale. La judiciarisation des relations sociales, ce n'est rien d'autre que la technicisation de la relation sociale. La procédure est une technique, immatérielle mais technique quand même. Nos métiers se trouvent détruits dans leur tradition, dans leur autorité, dans leur éthique au profit d'actes professionnels de plus en plus rationalisés, fragmentés, modulés. Et du coup, on va pouvoir redistribuer autrement avec toujours plus de gens moins formés, moins payés, ayant moins de temps, avec moins de matériel, ayant moins à penser ce qu'ils font, à réfléchir ni intellectuellement, ni moralement, ni psychiquement s'il le faut. Parce que comme pour la psychiatrie actuarielle, les cliniciens ne seront pas nécessaires, les

5 Philosophe, historien de l'art allemand (1892-1940).
6 Jean François Lyotard, philosophe français (1924-1998).
7 Traité de Lisbonne, signé en décembre 2007 entre les 27 Etats membres de l'Union Européenne.

ordinateurs feront très bien le boulot, beaucoup mieux, surtout qu'avec les progrès de la robotique on arrivera à des psychothérapeutes qui seront des robots beaucoup plus efficaces que les humains, beaucoup plus objectifs.

Souvenez-vous de cette phrase d'Adorno[8] : « L'objectivité dans les relations entre les hommes qui fait fi de toute idéologie est déjà devenue en elle-même une idéologie qui nous invite à traiter les hommes comme des choses ». On y est, c'est la convergence des philosophies néolibérales, d'une explosion fantastique de la technique avec tout ce qu'elle peut drainer avec elle d'industrie, de finance, et d'un utilitarisme moral. Il n'est plus question de vertu, ni d'être juste ou sage. Quand Benjamin parle de la crise du récit, ça veut dire que nous ne savons plus raconter des histoires, nous ne savons plus nous parler, c'est ça que ça veut dire, nous ne savons plus transmettre. Il y a une crise dans la capacité de transmettre, une crise dans la capacité de penser, et c'est là que le bât blesse. Nous avons perdu la forme épique de la vérité. Et à la place de la forme épique de la vérité, on a l'efficacité, c'est le grand mot. Il faut que ça soit efficace et moins cher.

Pour être plus efficace et moins cher, il y a un truc génial qu'il va falloir appliquer à l'école, dans les hôpitaux, partout, c'est une expérience pilote pour lutter contre les gens qui picolent un peu le vendredi soir ou le samedi soir, qui sont pris dans des altercations, des bagarres et autres. Cette expérience pilote, qui est menée à Londres, est une des conséquences d'une loi de 2012, qui autorise la justice à interdire toute consommation d'alcool pour une certaine durée aux personnes arrêtées en état d'ébriété, et les obligeant à pointer régulièrement auprès de la police. Le truc génial qu'on a trouvé (c'est ça le pédagogue de demain, vous allez comprendre), et qui peut être moins contraignant que la détention, consiste, comme pour les personnes assignées à résidence, à les condamner à mettre un bracelet noir avec un boîtier électronique autour de la cheville, lequel mesure toutes les 30 minutes le taux d'alcool en analysant la transpiration de la personne qui le porte. Donc à la moindre pinte de bière, l'objet envoie une alerte qui renvoie le fautif devant les tribunaux, le condamnant à une amende, voire en cas de récidive régulière à une peine de prison. La pédagogie c'est ça, ne cherchez pas, ici à la FNAREN …

Ecoutez ce que dit le Maire de Londres : « le projet ne s'adresse pas aux alcooliques les plus sérieux, ceux qui sont connus de la police, on vise les gens qui exagèrent un peu trop un vendredi ou samedi soir et se retrouvent dans des délits liés à l'alcool par exemple des bagarres. Plutôt que de les emprisonner on peut les aider avec cet appareil, je crois que c'est moins cher et plus efficace». Et là vous avez la société inclusive. Vous mettez un boîtier électronique qui n'analyse pas seulement la transpiration avec la pinte de bière, mais tout comportement défaillant, et on sera tous

8 Théodore W Adorno, philosophe, sociologue et musicologue allemand (1903-1969).

pareils, à égalité. C'est un point essentiel. On peut tout à fait mettre en place des tas de dispositifs qui se veulent des dispositifs de bien, de meilleure compréhension, mais si on ne prend pas le temps, si on ne nous donne pas le temps, si on ne nous donne pas les moyens, et quand je parle des moyens ce n'est pas simplement les moyens matériels (je sais bien que la FNAREN a défendu les RASED avec tous les postes qui ont été supprimés, les conditions épouvantables qui ont pu être réalisées par le précédent gouvernement et à peine amorties par l'actuel), on ne peut pas y arriver. C'est une question de temps, une question de parole. Je n'ai rien contre les statistiques, contre les chiffres - je vais vous en donner un exemple par une petite histoire que je vais vous raconter tout à l'heure, pour finir sur une note moins triste - mais il faut du temps, il faut des espaces de parole, il faut une autre conception dans les relations humaines.

Si on normalise, même avec les meilleures intentions, on technicise et là, c'est l'informatique qui va constituer un moyen d'amplification considérable du système technicien, comme le disait Jacques Ellul[9]. Le système technicien nous exempte d'avoir à penser, la technique n'exige pas de nous que nous ayons une réflexion critique, que nous ayons une réflexion morale, elle exige une pure et simple application. Et quand vous prenez les grands exécuteurs de masses, les grands génocidaires, qu'est-ce qu'ils vous disent ? Qu'ils ont fait le boulot objectivement, professionnellement, techniquement. Prenez les rapports des commandos qui ont assassiné des milliers de personnes, ils vous disent comment ils ont procédé ; le problème c'était que le train parte à l'heure et qu'il arrive à l'heure, ce n'était pas de savoir où il allait et qui il amenait dedans.

La technique a pu constitué pour l'être humain un vecteur d'émancipation par rapport aux contraintes de la nature, ce qui est considérable, bien sûr. Mais elle est devenue le lieu de confiscation des moyens de penser, de réfléchir intellectuellement et moralement aux conditions de l'existence humaine. Et si on se laisse emballer par cette technique avec cette pression qu'elle puisse permettre de faire plus de fric avec moins de contrainte de temps, eh bien il va de soi que nous n'aurons pas le temps de la démocratie comme machine de gouvernement et comme dispositif de subjectivation. C'est de ça dont il est question.

Je terminerai sur une histoire, où l'on voit bien aujourd'hui que si l'on ne se fie qu'au comportement, si l'on ne se fie qu'à la valeur conçue comme élément de calcul, élément quantitatif, élément procédural, on va aboutir à quelque chose d'aberrant politiquement, d'aberrant moralement, d'aberrant subjectivement.

C'est l'histoire des deux Francis, deux types qui s'appellent Francis et qui habitent le même village ; l'un était prêtre et l'autre chauffeur de taxi. Le hasard voulut

9 Sociologue, théologien protestant et libertaire français. Connu comme penseur de la technique et de l'aliénation au XX^{ème} (1912-1994).

qu'ils meurent le même jour. Alors ils arrivent devant le Seigneur, passe d'abord Francis le chauffeur de taxi. Le Seigneur consulte ses registres et lui dit : « va mon fils, tu as mérité le paradis, voilà ton bâton en platine et ta tunique d'argent ». Passe ensuite Francis le prêtre et le Seigneur lui dit : « va mon fils, tu as mérité le paradis, voici ton bâton de chêne et ta tunique de lin ».

Alors, Francis le prêtre est un peu étonné, il dit : « Seigneur, il doit y avoir une erreur, je connais l'autre Francis, on est du même village, je ne voudrais pas dire du mal, mais enfin c'est un incroyant, il picolait, il était absolument terrible, il provoquait des accidents, il se battait avec tout le monde, je ne comprends pas. Vous lui donnez une tunique d'argent, un bâton de platine et moi qui ai servi votre foi, qui ai célébré la messe le dimanche, moi qui ai été chaste vous me donnez un bâton en chêne et une tunique de lin ». Alors le Seigneur consulte à nouveau ses registres et lui dit : « non mon fils, il n'y a pas d'erreur, nous avons changé nos modes d'évaluation. Chaque fois que tu célébrais la messe le dimanche, tout le monde s'endormait, chaque fois qu'il conduisait, tout le monde priait ».

Ça s'appelle le gouvernement par indicateurs quantitatifs de performances !

Echanges avec la salle

Question :

Comment on résiste à cette vision-là de l'enfant ? Comment nous, dans nos pratiques quotidiennes de terrain, on peut inverser la vapeur face au classement, à l'évaluation, l'orientation, la médicalisation à outrance ?

Roland Gori :

Merci de votre réaction. Je pense souvent à cette phrase de Benjamin quand il parle d'un enfant qui essaie d'attraper la lune comme une balle. Il dit : « le geste n'est pas vain malgré les apparences, parce qu'il nourrit un élan de la main, du cœur et de l'esprit », et il ajoute : « Et que serait un enfant qui serait adapté à sa tâche ? ». Adapté, c'est le grand mot. La grande saloperie, c'est aussi l'adaptation. Il dit : « Serait-il encore un enfant, n'aurait-t-il pas perdu la naïve joie d'exister ? ». Par rapport à ce que vous dites, il y a des tas de secteurs de l'existence qui ne sont pas visibles socialement, en tous cas qui ne sont pas valorisés socialement. Donc effectivement, si vous dites finalement que l'école est le lieu où l'enfant doit acquérir par des modules rationalisés, instrumentalisés, fragmentés, technicisés, des compétences cognitives et des habiletés sociales, vous en ferez un monstre. L'enfant sera parfaitement adapté, il sera monstrueusement adapté.

Pour revenir à l'histoire du type qui picole un peu le vendredi soir, le boîtier c'est l'efficacité. Il y a eu ensuite des études sur l'efficacité. Adaptation, efficacité, compétitivité, égalité (l'égalité des grains de sable indéfiniment substituables les uns aux autres, non pas l'égalité qui est parlée dans la Grèce antique). Ce qui est intéressant, c'est que les résultats sont bons tant que les gens portent le boîtier de contrôle, et le jour où ils ne portent plus le boîtier, les résultats sont très mauvais. L'efficacité c'est ça, l'efficacité professionnelle c'est aussi ça. Parce que ce boîtier électronique c'est un sur-moi portatif, si j'ose dire. Mais qui n'exige pas de moi que j'intériorise une réflexion morale sur les conséquences de mes actes. A la question de savoir qu'est-ce qui fait qu'on se laisse aussi instrumentaliser, qu'est-ce qui fait que nous sommes aussi exécutés qu'exécutants dans ce mode d'évaluation c'est que ça nous disculpe d'avoir à penser, c'est beaucoup plus facile quand vous savez ce que vous avez à faire. Vous vous souvenez du travail de Ferenczi[10] sur les névroses du dimanche. Les gens tombent malades quand ils sont libres, ils n'ont rien à faire le dimanche parce que c'est le week-end, et ils tombent malades. C'est ce côté pacificateur de la technique, du mode d'emploi.

L'Appel des Appels, ça a été une révolte, une insurrection contre la prolétarisation généralisée de l'existence. C'est la prolétarisation généralisée des métiers qui justifie encore aujourd'hui que, dans le cadre de l'Appel des Appels, on tienne à défendre l'éthique des métiers par rapport à des normes de gouvernementalité et de pilotage qui sont déshumanisantes, qui font perdre l'humanité dans l'homme. La prolétarisation c'est quoi ? Si vous vous souvenez du prolétaire dans Marx, le prolétaire c'est l'ouvrier, mais ce n'est pas l'ouvrier eu égards aux conditions matérielles qui sont les siennes, du fait de sa misère, de l'urbanisation, de l'industrialisation. Il est prolétaire, dit Marx, aussi parce que son savoir-faire et son savoir-être d'artisan ont été confisqués par la machine, et à partir de ce moment-là, il n'a plus été que l'instrument de l'instrument. Vous avez la même réflexion chez Simone Veil, la philosophe catholique, quand elle dit qu'on se résigne à nourrir les hommes pour qu'ils servent les machines, et qu'aujourd'hui, le lieu de la décision s'est transféré de l'être de l'homme vers le mode d'emploi de la machine. Aujourd'hui, la prolétarisation du monde paysan, c'est le fait que le savoir-être, le savoir-faire du paysan dans son rapport à lui-même et aux autres ont été confisqués par les exigences de la production et des industries agro-alimentaires. La prolétarisation du rééducateur, la prolétarisation de l'enseignant, la prolétarisation du chercheur, la prolétarisation du médecin, la prolétarisation du magistrat, la prolétarisation du journaliste, la prolétarisation de l'animateur culturel, la prolétarisation du politique lui-même proviennent du fait que leur savoir-faire d'artisan, et dans artisan il y a art, a été confisqué par les exigences des machines immatérielles mais bien réelles que sont les

10 Sandor Ferenczi, psychanalyste hongrois (1873-1933).

protocoles d'évaluation, que sont les procédures, que sont les « benchmarking[11] » et autres. C'est là qu'il y a une perte de liberté. Alors comment voulez-vous former un citoyen autonome et libre, comme le dit Jaurès, si effectivement c'est par la procédure que vous allez l'inclure ?

Dans la société qui est la nôtre on en est au point où même des collectifs comme les nôtres sont colonisés par cette manière de penser en termes de concurrence et de compétition. Alors, est-ce que je vais annoncer aujourd'hui la journée que l'on va certainement faire à l'automne ? Oui bien sûr, mais on voit, y compris dans nos collectifs, cette religion des marchés comme disait Pasolini, envahir complètement nos têtes, nos manières de penser, et la manière dont on entre en relation avec nous-mêmes et avec les autres. L'Appel des Appels a l'intention d'organiser, et dès à présent on vous y invite et on espère que la FNAREN sera entièrement partie prenante si j'ose ce pléonasme, une journée autour de comment la société traite aujourd'hui nos enfants. Parce que je crois qu'on fait porter sur les enfants les dysfonctionnements d'un espace social et culturel. Parce que la manière même dont on conçoit la transmission à l'enfant de notre expérience dans un espace de savoir qui passe par le récit, qui passe par la mémoire, c'est là que se trouve l'autorité. L'autorité n'est pas du côté de l'autoritarisme mais du côté de la capacité à transmettre aux nouvelles générations nos expériences.

Fédération Nationale
des Associations
des Rééducateurs
F·N·A·R·E·N de l'Education Nationale

Contacts

Bureau national
21 rue Paul Gatelier 41000 BLOIS

Téléphone : 06 83 01 01 93
Email : fnaren@fnaren.asso.fr

Éric Stauch – secteur communication
06 39 01 33 50 eric.stauch@fnaren.asso.fr

Maryse Charmet – présidente
06 79 55 67 13
maryse.charmet@fnaren.asso.fr

11 Technique de marketing qui consiste à analyser les techniques, les modes d'organisation des autres entreprises afin de s'en inspirer et d'en tirer le meilleur.